



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture  
Direction de la Coordination  
et de l'Appui Territorial

## ARRÊTÉ

N° 2019-DCAT/BEPE- 278 du 31 DEC. 2019

**mettant en demeure la société SYDEME - METHAVALOR située à MORSBACH  
de respecter les dispositions des arrêtés ministériels des 29 février 2012  
et 3 août 2018 et des arrêtés préfectoraux n° 2009-DDED/IC-171 du 18 août 2009  
et n°2017-DCAT-BEPE-213 du 18 octobre 2017**

LE PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

**VU** le livre I, titre 7 du Code de l'Environnement, et notamment son article L.171-8-I ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'Environnement,

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**VU** l'arrêté préfectoral DCL n° 2018- A-16 du 10 avril 2018 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire Général de la préfecture de Moselle

**VU** l'arrêté préfectoral DCL n° 2019- A-36 du 29 août 2019 portant organisation des suppléances des sous-préfets dans le département de la Moselle ;

**VU** l'arrêté préfectoral modifié n° 2009-DDED/IC-171 du 18 août 2009 autorisant le SYDEME à exploiter une installation de méthanisation de biodéchets sur la commune de MORSBACH,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2017-DCAT-BEPE-213 du 18 octobre 2017 autorisant le SYDEME à épandre les digestats issus de son installation de méthanisation,

**VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 12 décembre 2019 ;

**VU** le courrier préfectoral du 13 décembre 2019 informant la société SYDEME-METHAVALOR du projet de mise en demeure ;

.../...

**VU** l'absence d'observation de l'exploitant;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté ministériel modifié du 29 février 2012 fixe le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'Environnement pour les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets,

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté ministériel modifié du 3 août 2018 précité impose des valeurs limites d'émissions dans l'atmosphère à certains polluants en provenance des installations de combustion moyennes,

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral modifié n° 2009-DDED/IC-171 du 18 août 2009 précité autorise le SYDEME à exploiter une usine de méthanisation des biodéchets dans la limite de la capacité annuelle de 46 000 tonnes et la réception de déchets en dehors de l'emprise du territoire du SYDEME dans des limites définies,

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral modifié n° 2009-DDED/IC-171 du 18 août 2009 précité prescrit au SYDEME d'éliminer ou de faire éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, et de s'assurer que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet,

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n° 2017-DCAT-BEPE-213 du 18 octobre 2017 précité autorise le SYDEME à épandre les digestats issus de son installation de méthanisation,

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite du 8 octobre 2019, l'Inspection des Installations Classées a constaté, sur le site de l'usine de méthanisation des biodéchets, que le SYDEME :

- n'assure pas une comptabilité précise des déchets produits, cédés, stockés ou éliminés et pour ce faire, tient un registre non conforme à celui défini à l'article 2 de l'arrêté ministériel modifié du 29 février 2012,
- ne fait pas réaliser, conformément à l'arrêté ministériel modifié du 3 août 2018 précité, le contrôle réglementaire des rejets atmosphériques de ses installations par un organisme agréé,
- n'assure pas une comptabilité précise des déchets réceptionnés et produits aux différents stades du process de manière à pouvoir justifier le respect des prescriptions de son autorisation en matière de capacité annuelle admissible et d'origine des déchets réceptionnés,

- dépasse les capacités autorisées d'admission de biodéchets et de production de déchets,

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

## **A R R E T E**

### **Article 1er :**

La société SYDEME (siège social 1, rue Jacques Callot à MORSBACH), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de méthanisation des biodéchets, dans les délais suivants, les prescriptions reprises ci-après :

- sous un mois, à compter de la date de notification du présent arrêté :
  - tenir un registre tel que défini à l'article 2 de l'arrêté ministériel modifié du 29 février 2012 pour assurer une comptabilité précise des déchets produits, cédés, stockés ou éliminés,
  - faire réaliser, par un organisme agréé, le contrôle réglementaire des rejets atmosphériques de ses installations conformément à l'arrêté ministériel modifié du 3 août 2018,
  - assurer une comptabilité précise des déchets réceptionnés et produits aux différents stades du process de manière à pouvoir justifier le respect des prescriptions des articles 1.1 et 2.2 de l'arrêté préfectoral modifié n° 2009-DEED/IC-171 du 18 août 2009 en matière de capacité annuelle admissible et d'origine des déchets réceptionnés.
- sous trois mois, à compter de la date de notification du présent arrêté :
  - l'exploitant remet au Préfet, conformément aux dispositions de l'article 55 de l'arrêté préfectoral modifié n° 2009-DEED/IC-171 du 18 août 2009 portant autorisation d'exploiter, de l'article L.181-14 du Code de l'Environnement, et de celles de l'article 15 de l'arrêté préfectoral n° 2017-DCAT-BEPE-213 du 18 octobre 2017 portant plan d'épandage, un rapport à connaissance des modifications des éléments du dossier de demande d'autorisation en matière d'admission de biodéchets, de production de déchets et d'épandage des digestats.

## **Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement,

## **Article 3 :**

Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement, les décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L.514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg)

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

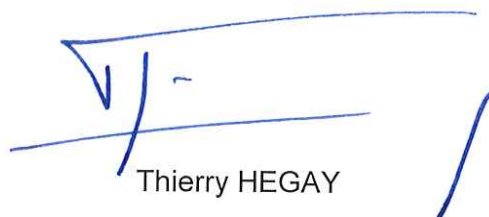
Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

**Article 4 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SYDEME-METHAVALOR dont une copie est également transmise, pour information, Madame le Sous-Préfet de FORBACH-BOULAY-MOSELLE et au maire de la commune de MORSBACH.

Fait à Metz, le 31 DEC. 2019

Le Préfet  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général par intérim



Thierry HEGAY